

# Jeffrey Sachs : le projet du Grand Israël s'effondre

Le Professeur Jeffrey Sachs évoque l'effondrement du projet du Grand Israël. Suivez la chaîne YouTube de Jeffrey Sachs : <https://www.youtube.com/@JeffreyDSachsOfficial> Mettre fin au « Grand Israël » pour instaurer la paix : <https://www.aljazeera.com/opinions/2026/6/21/stop-greater-israel-to-make-peace> Suivez le Professeur Glenn Diesen : Substack : <https://glennDiesen.substack.com/> X /Twitter : [https://x.com/Glenn\\_Diesen](https://x.com/Glenn_Diesen) Patreon : <https://www.patreon.com/glennDiesen> Soutenez les recherches du Professeur Glenn Diesen : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glennDiesen> Buy me a Coffee : [buymeacoffee.com/gdieseng](https://buymeacoffee.com/gdieseng) Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f> Ouvrages du Professeur Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

## #Glenn

Bienvenue à nouveau. Aujourd'hui, nous recevons le professeur Jeffrey Sachs pour parler du projet du Grand Israël. Merci d'être revenu parmi nous.

## #Jeffrey Sachs

Eh bien, ravi d'être avec toi, Glenn, comme toujours.

## #Glenn

Eh bien, vous avez récemment publié un article sur l'avenir du projet du Grand Israël, et je me suis dit qu'un bon point de départ serait peut-être d'expliquer comment ce concept est défini, et aussi comment il a influencé la région dans son ensemble.

## #Jeffrey Sachs

Absolument. Israël est un État. Il a été créé avec certaines frontières en mille neuf cent quarante-huit, quand Israël a déclaré son indépendance, à la suite d'un plan de partage voté par l'ONU en mille neuf cent quarante-sept, dans ses premières années. La déclaration d'indépendance d'Israël a suscité une opposition, une guerre, parce que les États arabes ont rejeté ce plan de partage, qui n'était pas contraignant. C'était un plan consultatif. Israël s'en est servi comme base pour une déclaration unilatérale d'indépendance en mille neuf cent quarante-huit. Israël a gagné la guerre et a pris plus de territoire. Puis, en mille neuf cent soixante-sept, il y a eu ce qu'on appelle la guerre des Six Jours, avec encore des débats sur la manière dont elle a été provoquée et par qui. Mais le fait

est qu'Israël a conquis, pendant cette guerre, le reste de ce qui avait été la Palestine sous mandat britannique. En d'autres termes, après la guerre de soixante-sept, Israël contrôlait désormais cent pour cent du territoire.

Ensuite, après que Israël et l'Égypte ont conclu un accord, ce qui avait été la péninsule du Sinaï, également prise en mille neuf cent soixante-sept, a été rendue à l'Égypte dans le cadre d'un traité de paix. Mais Israël a, en pratique, gardé le contrôle de trois zones principales où vivent de grandes populations arabo-palestiniennes : Gaza, la Cisjordanie — c'est-à-dire le territoire palestinien situé à l'ouest du Jourdain — et Jérusalem-Est, qui regroupe une population arabo-palestinienne importante. Le projet du « Grand Israël » est un terme utilisé pour désigner la volonté de conserver l'ensemble de ces territoires conquis pendant la guerre des Six Jours, et de s'opposer à toute forme d'État palestinien. Et ce projet, sous différents noms, remonte aux débuts mêmes de ce qu'on appelait la première patrie juive, à l'époque de la Déclaration Balfour, quand cette région était sous mandat britannique.

Et c'est une idéologie, même si ce n'est pas la seule au sein du mouvement sioniste, c'est-à-dire l'idéologie politique d'un État juif dans cette région. Cette idée existe depuis longtemps, depuis mille neuf cent dix-sept, depuis que la Déclaration Balfour a ouvert la voie à un foyer national juif dans ce qui était alors la Palestine ottomane, devenue ensuite la Palestine sous mandat britannique, jusqu'à ce que le Royaume-Uni renonce à son autorité pour chercher une solution après son départ, sous la forme d'une partition. Le projet du Grand Israël affirme : « C'est à nous, et ça le restera. » Le problème de cette idéologie, sur les plans pratique, juridique et moral, c'est qu'il y a environ huit millions d'Arabes palestiniens et à peu près huit millions de Juifs israéliens sur ce même territoire, qui était autrefois la Palestine britannique.

Et selon l'idéologie du Grand Israël, ce sont les huit millions de Juifs israéliens qui doivent dominer les huit millions d'Arabes palestiniens, ou bien les expulser, ou encore procéder à un nettoyage ethnique de la région, voire les tuer — ce qui, d'ailleurs, se produit déjà en nombre choquant dans la guerre menée par Israël à Gaza. Le gouvernement actuel, dirigé par Benjamin Netanyahu, est le plus radical et le plus extrémiste que le pays ait jamais connu. Et il s'inscrit clairement dans le projet du Grand Israël. Je peux ajouter que, dans les versions les plus ambitieuses de cette idée, les frontières visées dépassent même celles du mandat britannique, pour deux raisons. D'abord, les partisans du Grand Israël estiment qu'il est nécessaire pour Israël de contrôler certains territoires en Syrie, comme le plateau du Golan, ou encore des zones au Liban, par exemple au sud du fleuve Litani.

Pour que Israël soit en sécurité, certains avancent un argument sécuritaire selon lequel le « Grand Israël » s'étend au-delà des frontières actuelles du pays. Il y a aussi un argument théologique, porté par les tenants religieux de cette idéologie, qui affirme que, selon la Bible juive — l'Ancien Testament pour les chrétiens, la Torah pour les juifs —, Dieu a promis une terre qui dépasse largement celle du mandat britannique. Cette promesse irait, d'après le texte biblique, du grand fleuve d'Égypte — qui n'est pas forcément le Nil, même s'il est parfois interprété comme tel — jusqu'

au grand fleuve de Mésopotamie, c'est-à-dire l'Euphrate. Certains idéologues religieux considèrent donc que Dieu a promis au peuple juif une terre bien plus vaste que celle définie par le mandat britannique.

Et aujourd'hui, l'ambassadeur des États-Unis en Israël, Mike Huckabee, qui est un chrétien évangélique fondamentaliste, défend l'idée qu'Israël peut s'étendre du territoire égyptien jusqu'à l'Euphrate, parce que c'est, selon lui, la promesse de Dieu. Dans une interview très commentée avec Tucker Carlson, il y a quelques mois, Huckabee a d'ailleurs affirmé sans détour que tout ce qu'Israël peut prendre lui revient, parce que c'est la promesse de Dieu dans le Livre de la Genèse. C'est assez choquant, pour une multitude de raisons — pratiques, juridiques, morales, éthiques et théologiques, j'ajouterais — car les théologiens ont été profondément scandalisés par ses propos, qu'ils soient juifs ou non. Mais quoi qu'il en soit, cela montre que, pour certains, le concept du Grand Israël signifie une forme d'impunité dans la région au sens large.

Tout cela est important, parce qu'Israël suit cette doctrine sous Netanyahu depuis trente ans. Netanyahu est devenu Premier ministre en mille neuf cent quatre-vingt-seize. Il a occupé ce poste, par intermittence, pendant une grande partie de ces trente dernières années. Il vient d'un mouvement politique, le Likoud — toujours le parti qu'il dirige — qui défend cette vision du « Grand Israël », officiellement pour des raisons de sécurité. Netanyahu, lui, n'a jamais été religieux, il ne s'appuyait pas sur des textes bibliques, du moins pas avant une période assez récente. Et le Likoud, dans sa charte fondatrice de mille neuf cent soixante-dix-sept, affirmait que tout le territoire, du Jourdain jusqu'à la mer Méditerranée, devait être placé sous souveraineté israélienne. Donc, en réalité, cela remonte à environ cinquante ans.

Et dans l'esprit, dans l'idéologie, cela remonte même à avant la charte fondatrice du Likoud. Depuis le début, la mission de Netanyahou, c'est de maintenir la souveraineté israélienne sur l'ensemble de la Palestine mandataire. Mais dans la coalition actuelle — et c'est une trajectoire qu'Israël suit depuis la charte fondatrice du Likoud en mille neuf cent soixante-dix-sept —, l'élan religieux est devenu de plus en plus important. Ce sont des zélotes religieux, des extrémistes. Ils défendent une... c'est dur à dire, mais ils défendent une forme de suprématie juive que, en tant que Juif américain, je trouve totalement répugnante, écoeurante, et contraire à deux mille ans d'enseignement du judaïsme rabbinique. Ces gens-là ne représentent pas l'histoire du judaïsme.

Et en tant que Juif, je peux dire que les opinions de gens comme Smotrich et Ben-Gvir sont différentes — fascistes, répugnantes, et totalement extrémistes à mes yeux. Elles n'ont rien à voir avec le judaïsme rabbinique, qui enseigne tout autre chose. Mais c'est une idée suprémaciste, fondée en quelque sorte sur cette interprétation selon laquelle Dieu aurait promis Israël à son peuple élu, et que, par conséquent, ils auraient le droit de conquérir cette terre, en tuant autant de personnes qu'il le faudrait pour y parvenir. Et c'est aussi une vision extrêmement... comment dire... intéressante, mais profondément tribale, selon laquelle les vies qui comptent sont les vies juives, et que les vies non juives n'ont pas d'importance.

Euh... Smotrich et Ben-Gvir disent parfois, littéralement, que pour chaque vie juive prise dans ce conflit, il faudrait prendre cent, voire mille vies arabes. C'est une vulgarité. Mais, et c'est là mon point, c'est la croyance dominante, la doctrine du gouvernement actuel d'Israël. Ce n'est donc pas une idéologie marginale. C'est bien la doctrine du gouvernement israélien. Alors, pour conclure sur ce qu'on appelle le « Grand Israël », Netanyahu défend cette idée depuis trente ans. Comme je le disais, il y a deux courants. Le premier, c'est un argument sécuritaire : Israël ne peut être en sécurité qu'en tant que Grand Israël. Le second, c'est un argument religieux : c'est la volonté de Dieu, et donc, en agissant ainsi, le peuple juif accomplit cette volonté divine. Et aujourd'hui, ces deux visions coexistent dans la politique israélienne.

Je devrais préciser que la vision religieuse a pris de l'ampleur après mille neuf cent soixante-sept, surtout avec l'arrivée de centaines de milliers de colons israéliens illégaux dans les territoires occupés palestiniens. Illégaux, parce qu'on n'a pas le droit de s'installer sur un territoire occupé qui doit être rendu à l'entité politique légitime — pas à Israël, mais à une entité palestinienne. Et pourtant, des centaines de milliers de colons sont venus. Certains cherchaient simplement plus d'espace, une maison avec piscine, mais beaucoup d'autres l'ont fait pour des raisons religieuses. C'est ce qui a nourri cette idée de suprématie juive qu'on retrouve aujourd'hui au gouvernement. Tout cela s'est construit sur plusieurs décennies. Dernier point — désolé d'insister — mais le dernier point, c'est que quand Netanyahu est arrivé au pouvoir, il bénéficiait d'un fort soutien américain et de conseillers américains influents. Et l'idée, c'était la suivante.

Un « Grand Israël » entraînerait forcément une résistance armée. Après tout, c'est une négation du droit politique à l'autodétermination du peuple arabe palestinien. Et l'Assemblée générale des Nations unies a déclaré que les Palestiniens ont non seulement le droit à l'autodétermination, mais aussi le droit de mener une lutte armée pour y parvenir. Cette idée n'est pas en dehors du droit international. Le droit à la lutte armée pour l'autodétermination a d'ailleurs été reconnu à plusieurs reprises par l'Assemblée générale de l'ONU. Alors, Netanyahu et ses conseillers américains ont dit : « Très bien, nous défendrons le Grand Israël. Nous savons que cela posera problème. Il y aura de la résistance. » Ce que certains appellent du terrorisme, d'autres l'appellent la lutte pour l'autodétermination... Vous savez, tout dépend du discours et du point de vue de chacun.

Mais ce que Netanyahu a dit était très pertinent, et il a été soutenu par les néoconservateurs américains. Il a expliqué qu'on n'élimine pas ce qu'ils appellent le terrorisme — et que d'autres appelleraient la lutte armée pour l'autodétermination — en combattant simplement les militants. On les élimine, selon lui, en renversant les gouvernements qui soutiennent ces militants. Donc, on ne vainc pas vraiment le Hamas en tant que tel, ni le Hezbollah en tant que tel. Il faut combattre les gouvernements qui soutiennent ces groupes armés. C'est ça, leur idéologie. Et moi, je trouve ça répugnant, parce que la seule manière de faire face à une insurrection armée, c'est de s'asseoir et de négocier une solution politique, qui reconnaisse les droits à l'autodétermination du peuple palestinien.

Et c'est exactement ce que des idées comme la solution à deux États proposent depuis mille neuf cent quatre-vingt-dix-sept, et en réalité, depuis mille neuf cent quarante-sept. Mais pour Netanyahu, tout ça, c'est une lutte armée — une lutte armée qu'il faut écraser. Et, selon lui, la façon d'écraser ce qu'il appelle le terrorisme, c'est de renverser d'autres gouvernements. Aujourd'hui, il a réussi à capturer la politique américaine. C'est vrai. Israël, sous Netanyahu, a su mobiliser la politique américaine au service de la cause du Grand Israël. C'est assez choquant. Et c'est aussi une histoire très complexe de la politique américaine. Ce n'est pas une histoire simple. Bien sûr, il y avait des Juifs américains qui faisaient partie de ce lobby. Et il y a eu l'implication directe d'Israël dans la politique américaine, de manière constante.

Mais il y a aussi un autre aspect complexe de l'Amérique, celui des évangéliques chrétiens, comme Huckabee, qui représentent des dizaines de millions d'électeurs, très concentrés dans le Parti républicain et dans la base électorale de Trump. Eux aussi, selon les termes bibliques, disent : « Eh bien, cette terre appartient à Israël. » Mais attention, ils ne le disent pas parce qu'ils aiment les Juifs ou parce qu'ils aiment Israël. Ils le disent parce qu'ils lisent dans la Bible que la condition du retour du Christ, c'est le contrôle de cette terre par Israël. Pour eux, c'est une prophétie, pas un cadeau fait au peuple juif. En fait, selon leur interprétation biblique, tirée de l'Apocalypse, les Juifs vont mourir dans la lutte finale, ou bien se convertir, ou encore être condamnés lors du jugement dernier.

C'est vraiment très, très étrange. Mais à partir de mille neuf cent quatre-vingt-seize, le gouvernement américain a, en gros, soutenu le projet du Grand Israël. Et depuis, il n'a cessé de faire la guerre pour défendre les revendications d'Israël, en renversant des gouvernements qui soutenaient les droits des Palestiniens. L'Irak en est un exemple typique. La guerre menée par les États-Unis en deux mille trois contre Saddam Hussein, pour renverser le gouvernement irakien, était entièrement fondée sur un prétexte. Elle reposait sur une propagande délibérée affirmant que les États-Unis devaient envahir l'Irak après le onze septembre, pour empêcher le pays d'obtenir, ou pour démanteler, ses armes de destruction massive. Des armes qui, ensuite, se sont révélées ne pas exister du tout. Et ils ont dit : « Oh, désolés, on pensait qu'elles existaient. » Non, ils savaient très bien qu'elles n'existaient pas.

C'était un plan néoconservateur, porté par Netanyahu, pour renverser un gouvernement qui soutenait la cause palestinienne, sous un prétexte, sur un mensonge — une guerre fondée sur des mensonges absolus. Et cela dure depuis maintenant trente ans. Pratiquement toutes les guerres dans la région, d'une manière ou d'une autre, impliquent la CIA, le Mossad et l'idée du Grand Israël comme motivation. Ainsi, le renversement de Bachar el-Assad en Syrie, qui était une opération de la CIA appelée « Opération Timber Sycamore », signée par Obama en deux mille douze – deux mille treize, confiant à la CIA la mission de renverser Bachar el-Assad, répondait aussi aux intérêts du Grand Israël. Pourquoi ? Parce qu'Assad avait des liens avec l'Iran, et que l'Iran était perçu comme le soutien du Hamas et du Hezbollah. Et donc, cet « axe de la résistance », comme on l'appelait, devait être vaincu en renversant Bachar el-Assad.

Ça s'est transformé en une guerre sanglante de quinze ans, provoquée par les États-Unis, prolongée par les États-Unis, et niée par les États-Unis, parce qu'ils l'ont appelée la guerre civile syrienne. Il n'y avait rien de « civil » là-dedans. C'était une guerre menée par la CIA et le Mossad pour installer un gouvernement qui ne soutiendrait pas le peuple palestinien. Bref, depuis mille neuf cent quatre-vingt-seize, l'Iran est la principale cible des partisans du « Grand Israël ». Et quand cette guerre actuelle a commencé, le vingt-huit février deux mille vingt-six, quand Israël et les États-Unis ont attaqué l'Iran dans une guerre d'agression totalement non provoquée — complètement illégale, totalement absurde, et un échec — à ce moment-là, Netanyahu a tweeté : « C'est mon rêve depuis quarante ans. » J'ai lu ça, et j'ai été surpris, parce que j'avais toujours dit que c'était son rêve depuis trente ans. Je ne savais pas quel était son rêve pendant les dix années avant qu'il ne devienne Premier ministre.

Mais c'est son rêve depuis quarante ans. Eh bien, moi, ce que je dis, c'est : Netanyahu, rentre chez toi. Emporte ton rêve loin des États-Unis. Et pour les États-Unis, le Grand Israël n'est pas un projet américain. Ce n'est pas dans l'intérêt de l'Amérique. Ce n'est pas moralement juste. Ce n'est pas théologiquement fondé. Ce n'est pas conforme au droit international. C'est répugnant. C'est une guerre sans fin. Et le fait que les États-Unis soutiennent ça, c'est une honte. C'est à cause du lobbying, de gens qui ne réfléchissent pas clairement, de l'argent qui inonde les campagnes, et de dizaines de millions d'électeurs protestants évangéliques qui attendent la fin des temps, et d'autres choses étranges. Je vis dans un pays un peu fou, capable de faire ça. Mais cela fait trente ans qu'on mène une guerre permanente pour quelque chose qui n'a absolument aucune justification. Voilà ce qu'est le Grand Israël.

## **#Glenn**

Eh bien... j'allais dire que, dans les années quatre-vingt-dix, le projet du Grand Israël avait encore de réelles chances de réussir. Il était soutenu par la seule superpuissance du monde, qui lui apportait un appui inconditionnel. Mais depuis, on a vu émerger un monde multipolaire. Et je suppose que la guerre contre l'Iran devait justement inverser cette tendance, rétablir l'hégémonie américaine, mais aussi la suprématie israélienne dans la région. Or, vu la défaite actuelle, qui ne change pas seulement la répartition du pouvoir mais aussi la position des États-Unis, on les voit maintenant prendre un peu de distance avec Israël — pas tout le monde, bien sûr, mais certains groupes qui, auparavant, n'auraient jamais dit cela ouvertement. Je me demandais simplement, en guise de question rapide : quel sera l'impact sur le projet du Grand Israël ? Autrement dit, quelles sont aujourd'hui les options stratégiques d'Israël ?

## **#Jeffrey Sachs**

J'espère sincèrement que l'idée du Grand Israël est terminée, point final. C'est mon espoir personnel. C'est une idée répugnante. Il y a huit millions d'Arabes palestiniens, et il n'y a absolument aucune raison de justifier un génocide, un nettoyage ethnique ou un régime d'apartheid. Il faut une solution. Et pour beaucoup de gens, c'est tout à fait plausible et naturel qu'il y ait un seul État, démocratique

et binational. Il existe d'ailleurs de nombreux exemples. Je pourrais citer la Belgique, avec les Wallons et les Flamands. Ils ne se sont pas toujours entendus. Il y a de profondes différences culturelles, religieuses et historiques. Mais ils ont réussi à faire fonctionner deux États, enfin, deux entités. D'ailleurs, la Belgique a cinq parlements pour gérer toute la complexité de ses différentes communautés.

Alors, Israël pourrait devenir un seul État, un État binational, ou bien ce que prévoit le droit international et ce qu'a voulu l'Assemblée générale des Nations unies, je dirais, depuis mille neuf cent quarante-sept, et encore plus clairement après mille neuf cent soixante-sept : deux États, un État palestinien et un autre vivant à ses côtés. Beaucoup de gens disent que c'est dépassé. Moi, je ne sais pas ce qui est dépassé. Les deux solutions sont possibles. Ce qui, à mon avis, n'est pas possible, c'est un État d'apartheid, ou la poursuite des meurtres insensés commis par Israël, que ce soit à Gaza ou en Cisjordanie. Et la violence en Cisjordanie, chaque jour, est choquante : des colons israéliens qui traînent des Palestiniens dehors, les tuent, s'emparent de leurs terres, brûlent des maisons.

Il faut que ça s'arrête. Cette violence, ce comportement absolument inhumain, cette haine entre groupes, et ce parti appelé « Pouvoir juif », qui est en fait le nom de l'un des partis politiques au pouvoir en Israël en ce moment, cette idée de suprématie... tout ça doit cesser. Il y a deux raisons principales pour lesquelles tout cela pourrait toucher à sa fin aujourd'hui. Et vous en avez souligné une, très importante : les États-Unis et Israël ne peuvent pas imposer cette solution à la région. Ils ont pensé que, puisque Israël avait déjà envahi le Liban par le passé, affaibli le Hezbollah, que la Syrie avait été renversée, que l'influence iranienne avait reculé, et que le Hamas avait été affaibli, voire vaincu, par la guerre et le génocide à Gaza... alors, selon cette logique, il ne restait plus qu'à renverser le régime iranien. Mais en réalité, c'était une illusion.

D'ailleurs, si on leur avait posé la question, à toi ou à moi, le vingt-huit février, on leur aurait dit que c'était complètement illusoire. Mais ils ont quand même foncé, en pensant que ce serait une guerre d'un jour. Et il s'est avéré que non seulement ce n'était pas une guerre d'un jour, mais qu'en plus, l'Iran est un pays sophistiqué, un grand pays de plus de quatre-vingt-dix millions d'habitants. Il possède des missiles hypersoniques, une technologie spatiale, une technologie de drones très avancée. Et il a la capacité de détruire une bonne partie de la région. Donc il dispose d'une capacité de dissuasion, qu'il a démontrée. C'est pour ça qu'il existe aujourd'hui cet accord fragile, encore naissant. Parce que l'Iran a fermé les détroits, a montré sa force militaire, et que les États-Unis n'avaient aucune option militaire qui aurait permis d'éviter la destruction du Golfe et de l'économie mondiale. Alors, au final, Trump a dit : « OK, on arrête. » Et c'est de ça que parle cet accord.

Et là-dessus, je suis d'accord avec Trump. Bien sûr, je ne suis pas d'accord avec lui sur le fait d'avoir déclenché cette guerre, ce qui est absurde. Mais je partage son point de vue sur la nécessité d'y mettre fin, parce que, franchement, que peut-on faire d'autre ? Il n'y a plus d'issue. C'est vraiment une impasse. C'est d'ailleurs une des raisons pour lesquelles j'espère que ce projet du « Grand Israël » touche à sa fin. Mais il y a aussi une autre raison, qui vient de l'intérieur des États-Unis. C'est que

les États-Unis ont, en quelque sorte, servi de garant à ce projet du Grand Israël. L'Europe, pour différentes raisons, suit souvent les demandes d'Israël, mais le soutien y est bien moindre. Les États-Unis, eux, l'ont soutenu parce que le pouvoir du lobby sioniste y a été très fort. Et c'est en quelque sorte un double lobby.

D'un côté, il y a les Juifs américains et leurs relations avec les Juifs israéliens dans la promotion de cette cause. Et de l'autre, il y a les sionistes chrétiens, comme Huckabee. Et ça, c'est un lobby très puissant aux États-Unis depuis une trentaine d'années. Mais ce qui s'est passé, Glenn, c'est qu'avec le génocide à Gaza, les gens qui regardent ça tous les jours commencent à comprendre de quoi il s'agit vraiment. Ils se demandent pourquoi il n'y a pas un État de Palestine à côté d'un État d'Israël. Pourquoi il n'y a pas de solution à tout ça ? Et quand ils entendent que les pays arabes disent, oui, nous serions prêts à la paix et à des relations normales s'il y avait un État palestinien, avec leur initiative de paix, eh bien, les Américains commencent à se rendre compte qu'il y a quelque chose qui ne tourne pas rond dans cette histoire.

En seulement trois ans, l'opinion publique américaine est passée du soutien à Israël à un soutien au peuple palestinien. Et aujourd'hui, l'image d'Israël est extrêmement négative. L'attitude vis-à-vis de la guerre en Iran l'est tout autant, de façon écrasante. Les Américains ont détesté cette guerre. Ils l'ont détestée parce qu'elle ne servait à rien, qu'elle coûtait une fortune, et qu'elle a fait grimper le prix de l'essence. Et puis, elle a été d'une cruauté terrible, tuant cent soixante écolières dès le premier jour, simplement parce que Palantir n'avait pas su viser correctement. Franchement... Le peuple américain a été complètement écoeuré par tout ça. Et Trump, lui aussi, observe la situation, alors qu'il se prépare à une élection début novembre. Et ce qui s'est passé, Glenn, dans ma ville, à New York, il y a quelques jours, est tout simplement incroyable.

New York est la plus grande concentration de Juifs, de Juifs américains. C'est une ville très juive — ce n'est pas une ville juive en soi, mais il y a une population juive très importante. Les électeurs de New York ont voté pour les candidats opposés au concept du Grand Israël. On a eu une primaire pour le Congrès, avec deux candidats juifs l'un contre l'autre. L'un, le député sortant, soutenait la position classique : nous aimons Israël, nous soutenons ce qu'Israël fait. Et l'autre, un conseiller municipal, disait : je me présente contre Israël, contre l'extrémisme d'Israël, et contre mon adversaire qui le soutient. Alors, ceux qui prétendent que tout ça a à voir avec l'antisémitisme ou autre chose, franchement, ne comprennent rien.

C'était deux candidats juifs qui s'affrontaient, et c'est celui qui était anti-Israël qui a gagné, largement. Très largement. Et puis, il y a eu deux autres élections au Congrès, cette fois sans candidats juifs. Mais les candidats qui ont dit « Nous soutenons le peuple palestinien » ont remporté des victoires nettes. Ça, c'est New York. Et ça se produit partout aux États-Unis. Je le répète — je le dis depuis les premiers jours de la guerre d'Israël à Gaza, je l'ai dit à l'ambassadeur israélien à l'ONU, et je l'ai répété autant de fois que possible — Israël est en train de perdre son seul soutien à cause de son extrémisme. Les Américains soutiendraient Israël, mais ils ne soutiennent pas le Grand Israël.

## **#Glenn**

Oui, c'est une distinction importante. Alors, je tiens à vous remercier d'avoir pris le temps de nous parler. Je sais que vous avez une journée bien chargée là-bas, en Turquie. Si on avait eu un peu plus de temps, j'aurais aimé vous interroger sur les propos de Naftali Bennett, qui a décrit la Turquie comme la prochaine grande menace pour Israël.

## **#Jeffrey Sachs**

Eh bien, laissez-moi simplement dire, si je peux, un mot à ce sujet : c'est que si vous vous basez sur un...

## **#Jeffrey Sachs**

Un projet totalement inacceptable, immoral et illégal, comme celui du Grand Israël. Il y aura de l'opposition. Et cette opposition ne disparaîtra pas, parce que la proposition que vous avancez est fondamentalement fautive. Alors, que se passe-t-il avec les partisans du Grand Israël ? Comme ils poursuivent un objectif fondamentalement injuste, ils se créent des ennemis partout. Quand Naftali Bennett dit : « La Turquie est la prochaine », eh bien... qui ne l'est pas ? En réalité, ces partisans du Grand Israël en viennent même à se retourner contre les États-Unis. Très bien. Les États-Unis sont le seul soutien d'Israël dans toute cette affaire. Donc, s'ils se retournent contre les États-Unis, ils perdront leur seul appui.

Le fait est que ces politiciens vont devoir repenser ce qu'est Israël. Si c'est un État voyou, comme il l'a été, il ne trouvera de soutien nulle part. Israël sera fondamentalement menacé dans sa survie, non pas à cause du reste du monde, mais à cause de son propre comportement de voyou. Alors, quand Naftali Bennett se vante, lui qui voudrait redevenir Premier ministre d'un pays de dix millions d'habitants, qu'ils vont s'en prendre à la Turquie, un pays de quatre-vingt-dix millions d'habitants... enfin, soyons sérieux. C'est la même chose qu'ils ont faite avec l'Iran, un autre pays de quatre-vingt-dix millions d'habitants. C'est en train de devenir tragique, absurde, et cette illusion doit cesser pour qu'on puisse enfin aller vers la paix.

## **#Glenn**

Merci, Jeff. Et oui, passe une excellente journée là-bas.

## **#Jeffrey Sachs**

Parfait. On se reparle bientôt. Merci beaucoup.